



HAL
open science

Enjeux du débat sur les sciences sociales dans la Chine de Xi Jinping

Chloé Froissart

► **To cite this version:**

Chloé Froissart. Enjeux du débat sur les sciences sociales dans la Chine de Xi Jinping. Perspectives chinoises, 2019. hal-03122159

HAL Id: hal-03122159

<https://hal.science/hal-03122159>

Submitted on 13 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Enjeux du débat sur les sciences sociales dans la Chine de Xi Jinping

CHLOÉ FROISSART

Les sciences sociales sont intimement liées à la compréhension des sociétés dans lesquelles nous vivons. C'est pourquoi la question de l'ancrage historique et politique de ce savoir se pose. Comme l'ont montré les études postcoloniales, les sciences sociales ont produit des théories, concepts et paradigmes dans les sociétés du Sud, véhiculant un discours sur la « modernité ». Selon Edward Saïd, le savoir scientifique constitue une forme de pouvoir conférant de l'autorité à celui qui le produit. Or, le savoir est largement contrôlé et produit par l'Occident, qui détient donc le pouvoir de nommer, de représenter, de théoriser (Saïd 1995). En s'inscrivant dans le champ de ces théories, les chercheurs indigènes s'imposent une représentation d'eux-mêmes et de l'autre qui entérine ces rapports de pouvoir. Afin de rompre définitivement avec ce type de domination, les sociétés indigènes sont encouragées à se départir de l'ethnocentrisme occidental véhiculé par les sciences sociales, et de la vision de la modernité qui leur est propre, pour construire leurs propres récits. Les enjeux de domination sont donc au cœur des sciences sociales et ces enjeux n'ont cessé, en Chine comme ailleurs, dans la période moderne et contemporaine, d'être pris en compte, discutés, contrecarrés.

Historiquement, la naissance des sciences humaines et sociales en Chine au tournant du XX^e siècle est intimement liée à la volonté des intellectuels de contribuer à l'émergence d'une Chine « puissante et prospère » (*fuqiang* 富强) à la suite de sa rencontre traumatique avec les puissances occidentales au cours des guerres de l'opium. Partie intégrante du « mouvement d'auto-renforcement » (*yangwu yundong* 洋务运动) qui consistait à apprendre de l'Occident pour pouvoir mieux le contrer, les sciences humaines et sociales ont donc, en Chine comme dans d'autres sociétés non-occidentales, d'emblée engagé le rapport à l'Autre (l'Occident) et à Soi. Formés pour la plupart à l'étranger et notamment au Japon, pays par lequel ont d'abord transité les concepts occidentaux, les chercheurs chinois se sont cependant très vite efforcés de se situer par rapport à ce savoir occidental. Dès les années 1930, beaucoup s'attachent, notamment dans le sillage du sociologue et anthropologue Fei Xiaotong, à « indigéniser » les sciences sociales afin de mieux appréhender les questions spécifiques à leur pays et s'orienter dans la voie d'une modernité proprement chinoise. Une même dynamique se retrouve au lendemain de la période maoïste, marquée par l'isolement de la Chine et l'interdiction des sciences sociales. À la réintroduction « fiévreuse » des théories occidentales pour combler le retard de trois décennies, qui a marqué les années 1980, a fait place un mouvement de réappropriation critique de ces théories (Merle et Zhang 2007).

La conférence donnée par Xi Jinping en mai 2016, au cours de laquelle le président de la république populaire de Chine (RPC) a appelé les chercheurs chinois à « accélérer la construction d'une philosophie et de sciences sociales aux couleurs de la Chine » (*jiakuai goujian Zhongguo tese zhexue shehui kexue* 加快构建中国特色哲学社会科学) repose la question de savoir

dans quelle mesure des caractéristiques nationales sont attachées aux sciences sociales de chaque pays et à s'interroger sur la validité du relativisme épistémologique. L'affirmation d'une spécificité nationale des disciplines est-elle compatible avec la visée des sciences humaines et sociales et jusqu'à où un discours ou une démarche scientifiques peuvent-ils présenter des caractéristiques culturelles ou nationales ? Le discours de Xi Jinping appelle également à faire un point sur l'opposition de longue date entre sciences sociales occidentales et chinoises héritée des études postcoloniales et que ce discours semble reprendre en miroir. Quel sens revêt une telle injonction aujourd'hui en Chine et comment les chercheurs chinois y répondent-ils ? *In fine*, ce numéro spécial a pour vocation de s'interroger sur les rapports entre savoir et pouvoir, science et idéologie à la lumière du cas chinois.

Des différences ayant vocation à être résorbées

La dénonciation de l'ethnocentrisme telle qu'elle est formulée par les études postcoloniales repose sur le postulat que la production scientifique sur les sociétés colonisées était ancrée dans et produite par des rapports de domination orientant la construction des objets de recherche en sciences humaines et sociales. Peut-on identifier des différences dans la démarche des sciences sociales chinoises et occidentales et en particulier dans les valeurs qui sous-tendent le discours scientifiques ? Il convient dans un premier temps de rappeler que l'ethnocentrisme est loin de ne concerner que le regard que porteraient les chercheurs occidentaux sur les sociétés indigènes. L'ethnocentrisme culturel, de classe, ou encore d'État est susceptible d'obérer la démarche de tout chercheur, quels que soient sa nationalité et son objet d'étude. En Chine même, l'ethnocentrisme culturel a longtemps dominé dans les départements d'études des minorités ethniques (*minzuxue* 民族学), tandis que, dans les années 1990 et au début des années 2000, l'ethnocentrisme de classe et d'État a grevé nombre d'études sociologiques réalisées sur les travailleurs migrants. Ces études ont en effet longtemps désigné ces migrants comme des « ouvriers paysans » (*nongmingong* 农民工) alors même qu'une part croissante d'entre eux n'avait jamais cultivé la terre et ne travaillait pas dans les usines (Florence 2006 ; Froissart 2013), tandis que les difficultés d'intégration de ces migrants en zone urbaine ont souvent été expliquées par un discours essentialiste – attribuant ces difficultés aux « qualités intrinsèques trop basses » des migrants (*suzhi tai di* 素质太低) – oblitérant la responsabilité d'institutions telles que le *hukou*, du système politique ou des politiques publiques dans le manque d'intégration des personnes d'origine rurale en zone urbaine (Froissart 2013). Comme ailleurs, bon nombre de chercheurs chinois se sont départis de ces biais ethnocentristes grâce à l'observation qui « conduit à accéder au Soi et aux autres au niveau mé-

thodologique » (Rouleau-Berger 2011 : 34), moins il est vrai par la réflexivité sur la position du chercheur, méthode plus répandue dans les sciences sociales françaises⁽¹⁾.

S'intéressant aux méthodes mises en œuvre par les spécialistes d'histoire sociale et de sociologie de l'État, l'article d'Aurélien Boucher qui ouvre ce numéro rappelle ainsi que l'ethnocentrisme d'État – c'est-à-dire la reprise de la pensée de l'État véhiculée par les catégories et les statistiques forgées par l'État – est un donné auquel est confronté tout chercheur, quelle que soit sa nationalité, travaillant sur l'action de l'État, quel que soit cet État. La démarche scientifique consiste à déconstruire ce donné par des méthodes ne présentant aucune particularité culturelle ou nationale et dont la validité se mesure à l'aune de leur valeur heuristique. En d'autres termes, ce qui garantit que les sciences sociales gardent une prétention scientifique et se distinguent de l'idéologie, c'est la part d'universel que recèlent leurs méthodes, même si celles-ci doivent souvent être adaptées aux contraintes particulières de l'accès aux archives – ou au terrain – requérant des chercheurs qu'ils mettent en œuvre des astuces et tours de main pour les contourner. Ces astuces font partie intégrante de la démarche scientifique dans la mesure où elles peuvent être reproduites dans l'étude de différents pays pour faire face à des contraintes similaires (par exemple pour étudier les structures de pouvoir dans les sociétés totalitaires d'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et de la Chine maoïste) et n'impliquent en rien la similarité des conclusions, ce qui invalide toute accusation d'hégémonisme des méthodes scientifiques.

Si les sciences sociales se caractérisent avant tout par une démarche scientifique ayant vocation à l'universalité, il n'en reste pas moins qu'elles revêtent des colorations particulières propres à chaque pays. Il existe des traditions nationales différentes fondées sur des traditions textuelles propres et des concepts situés dans une histoire, une société, une culture et une langue données. Les traditions nationales sont également façonnées par la visée attribuée aux sciences sociales dans chaque pays, visée qui oriente la manière dont les questions sont posées. Par exemple, les sciences sociales chinoises sont plus appliquées au sens où elles ont avant tout pour vocation d'aider l'État à résoudre des problèmes sociaux (Frenkiel 2014), tandis que la dimension critique est indissociable de la tradition française des sciences sociales. Les traditions nationales peuvent également se distinguer par des préférences de méthode : les sciences sociales américaines font une place plus importante aux méthodes quantitatives et à la modélisation que les sciences sociales françaises qui leur préfèrent les approches qualitatives. En Chine, si l'enquête quantitative, sous forme d'enquête sociale, reste dominante chez les sociologues en raison de la mission attribuée à cette discipline par le pouvoir, certains sociologues et historiens ont recours aux histoires orales et récits de vie (Rouleau-Berger 2011) notamment pour faire valoir la voix des individus face au monopole du Parti sur l'histoire et la mémoire (Froissart 2002 ; Merle 2004). Comme le rappellent Gilles Guiheux et Wang Simeng dans ce numéro, les contextes institutionnels, notamment les systèmes universitaires et les conceptions de l'éducation et de la formation à la recherche influent également sur la manière dont les sciences sociales sont pratiquées et enseignées dans différents pays. L'article de Guiheux et Wang, qui s'intéresse à la socialisation des jeunes chercheurs chinois en France, offre un éclairage inédit sur la manière dont sont perçues et vécues ces différences par les intéressés, et souligne la valeur proprement épistémologique de cette expérience. En effet, l'expérience de l'altérité, notamment à travers le travail de traduction, permet de se départir d'une vision substantialiste et essentialiste des concepts, partant de déconstruire les catégories.

Ces différences n'ont cessé d'être prises en compte par les chercheurs, qu'ils soient chinois ou occidentaux, de manière concomitante à l'accroissement de la circulation des textes, des idées, des étudiants et des chercheurs, ainsi qu'à l'ouverture de l'accès au terrain et aux archives ; tant il est vrai que cet effort de conscientisation, d'indigénisation voire, *in fine*, de réconciliation fait partie intégrante de la quête de scientificité des sciences sociales.

Au cours de ces dernières décennies, les chercheurs occidentaux n'ont cessé de confronter leurs concepts, théories et paradigmes au terrain chinois. En science politique par exemple, les chercheurs ont largement remis en cause le paradigme téléologique de la démocratisation dominant de la fin des années 1980 au début des années 2000. Les travaux d'Andrew Nathan par exemple, qui se sont en particulier attachés à questionner la désignation du mouvement de 1989 comme « mouvement démocratique », à élucider ce que les Chinois et les réformateurs des années 1980 entendent par le mot « démocratie » et à expliquer la « résilience autoritaire » ont constitué un premier pas ayant ouvert la voie à de nouveaux questionnements (Nathan 2008, 2003 ; Nathan *et al.* 2010). L'abandon du paradigme de la démocratisation a permis aux chercheurs de se donner les moyens de comprendre comment le régime chinois fonctionne et se maintient, en dépit notamment du développement croissant des protestations et des organisations sociales (Chen 2012 ; Cai 2008 ; Teets 2014), et d'affiner leur compréhension et définition du régime chinois par rapport à d'autres régimes autoritaires, ce dont témoigne l'émergence de nouveaux paradigmes tels que « autoritarisme consultatif » (Baum 2007 ; Teets 2014 ; Truex 2014), « autoritarisme réactif » (*responsive authoritarianism*) (Heurlin 2016 ; Weller 2008 ; Su et Meng 2016), « autoritarisme délibératif » (He et Warren 2011) ou encore « autoritarisme participatif » (Dunckett et Wang 2013) invitant à penser la manière dont le régime chinois présente et articule certaines formes d'hybridité. Un pas de plus est franchi dans la déconstruction des paradigmes lorsque les théories et concepts occidentaux sont non seulement mis à l'épreuve du terrain chinois mais repensés à partir de ce dernier, autrement dit lorsqu'on se demande ce que le cas chinois apporte aux théories des sciences sociales. Les travaux en sociologie politique de Kevin O'Brien et de ses collaborateurs constituent une référence en la matière et ont influencé bon nombre des études précédemment citées. Partir du terrain et d'entretiens pour montrer ce que les Chinois entendent par « représentation », « institutionnalisation » ou encore « élection » permet, dans un premier temps, de prendre conscience combien ces concepts sont pour les chercheurs occidentaux ancrés dans une conception libérale propre aux démocraties pluralistes et ne constituent donc pas des outils d'analyse opératoires pour comprendre le politique en Chine où ils revêtent des significations bien différentes (O'Brien 2018). Dans un second temps, cette démarche invite à élaborer de nouveaux concepts à l'aune de l'expérience chinoise, ce qui permet d'appréhender cette dernière autrement que par la seule négative (ce qu'elle n'est pas). Le travail de O'Brien sur la contestation en Chine incarne de façon emblématique ce double mouvement de déconstruction des concepts occidentaux et d'élaboration de nouveaux concepts grâce au dialogue entre théorie (des mouvements sociaux en l'occurrence) et terrain chinois. Ayant montré que les actions collectives en Chine ne sont ni « transgressives » ni « contenues » mais présentent des caractéristiques

1. Sur la manière dont la déconstruction des catégories de *nongmingong* et de *wailai renkou* 外来人口 (personnes venant de l'extérieur) par les sociologues chinois a permis à ces derniers d'influencer les politiques d'intégration des migrants en ville dans un sens progressiste, voir Froissart (2013 : 227-31).

de ces deux catégories clairement distinguées dans les travaux de MacAdam, Tarrow et Tilly⁽²⁾ (O'Brien 2003), O'Brien et Li en viennent à élaborer le concept de « *rightful resistance* », concept qui par ailleurs rend compte d'un type de résistance qui n'est pas propre à la Chine mais se retrouve dans d'autres pays (O'Brien et Li 2006). La capacité à voyager du concept de « *rightful resistance* » témoigne de sa scientificité tout en démentant l'exceptionnalité de l'objet « Chine ». Le travail de mise à l'épreuve des catégories normatives héritées des sciences sociales occidentales mené par bon nombre de politologues de la Chine dans le sillage de O'Brien conduit aujourd'hui certains chercheurs à s'interroger sur ce qui est politique en Chine en-deçà de l'opposition ouverte au Parti communiste chinois (PCC) et de la remise en cause du régime et à s'intéresser à différentes formes d'engagements civiques et de mobilisations (Froissart 2014 ; Wu et Shen 2016 ; Wu 2017) démontrant la capacité des acteurs à « négocier l'autoritarisme » (Froissart 2017). Ces chercheurs ne s'abandonnent pas pour autant au relativisme puisqu'ils ne remettent pas totalement en cause les catégories normatives et montrent au contraire comment ces formes de mobilisation, d'engagement civique et de participation contribuent à la stabilité et à la durabilité d'un régime qui reste qualifié d'autoritaire.

Les chercheurs chinois ne sont pas non plus les victimes de paradigmes occidentaux qu'ils reproduiraient de manière non critique. Dès les années 1930, ceux-ci ont cherché à adapter les sciences sociales, nées dans un contexte occidental, au contexte chinois afin de pouvoir appréhender les questions qui lui étaient spécifiques. Des sociologues et anthropologues, dont Fei Xiaotong, se sont ainsi consacrés à un travail d'indigénisation de concepts et théories essentiellement exogènes. Si les années 1980-1990 ont constitué une période de réintroduction sous azimuts des théories occidentales pour rattraper le retard des trois décennies de la période maoïste marquées par la fermeture à l'Occident et la disparition des sciences sociales chinoises, cette période de réintroduction indiscriminée (*nalaizhuyi* 拿来主义⁽³⁾) a aujourd'hui fait place à un effort de réappropriation ouvrant la voie à l'hybridation des savoirs. L'impressionnant panorama de la sociologie chinoise fourni par Laurence Roulleau-Berger témoigne de la manière dont les sociologues chinois se réapproprient et affûtent les concepts issus de théories tant américaines que françaises à l'aune d'un terrain chinois de mieux en mieux pris en compte au fur et à mesure que les méthodes ethnographiques se développent. Loin de l'opposition simpliste entre sciences sociales occidentales et chinoises, qui ne rend pas compte des différences de traditions et approches au sein des sciences sociales d'un même pays, certains chercheurs chinois témoignent d'une approche fine et spécifique des différents courants des sciences sociales, dont ils se saisissent pour les situer et les adapter au contexte chinois (Roulleau-Berger 2011, 2016). En témoigne par exemple l'apport de Shen Yuan, professeur à l'Université Tsinghua, à la sociologie de l'action et à l'intervention sociologique d'inspiration tourainienne (Shen 2007). Les travaux de Jean-Louis Rocca rendent compte des débats autour de la catégorie de « classe moyenne » chez les sociologues chinois et de la manière dont cette notion s'adapte au contexte chinois (Rocca 2008, 2017). Au-delà de la seule adaptation des théories occidentales, certains chercheurs chinois sont parvenus à remettre en cause la soi-disant universalité de certains paradigmes et ainsi à infléchir durablement les sciences sociales. C'est le cas par exemple de l'anthropologue Cai Hua – formé en France et inspiré par Françoise l'Héritier – dont l'étude sur l'ethnie Naxi, *Une société sans père ni mari*, saluée comme un tournant majeur en France et aux États-Unis, remet en cause le paradigme lévi-straussien de l'universalité du mariage (Hua 1997). Comme le souligne avec

justesse Aurélien Boucher, « l'épistémologie de Hua se situe à l'intérieur des sciences sociales, non contre elles » (Boucher 2018).

Au regard du travail de réflexivité, d'observation et de dialogue mené par les chercheurs chinois et occidentaux, accuser les sciences sociales portant sur la Chine produites en Occident de colonialisme ou d'hégémonisme apparaît aujourd'hui à bien des égards injuste et dépassé. Les processus de circulation et d'hybridation des sciences sociales – et humaines – d'un pays à l'autre viennent démentir l'opposition entre sciences sociales chinoises et occidentales, catégories réifiantes et essentialisantes s'il en est. En philosophie politique par exemple, la théorie du libéralisme et le paradigme de la transitologie ont souvent été présentés comme proprement occidentaux. Or il existe bien un libéralisme chinois, incarné dans les années 1920-30 par une figure comme Hu Shi et aujourd'hui par des intellectuels comme Xu Youyu, Zhu Xueqin, Qin Hui ou Liu Junning (Froissart 2001 ; Frenkiel 2014), tandis qu'un intellectuel comme Xiao Gongqin, chef de file des néo-conservateurs, s'inscrit dans le paradigme de la transitologie pour donner sa propre version de la transition chinoise (Xiao 2012). Ce paradigme a également été largement revisité par les sociologues chinois cherchant à comprendre les transformations de la société chinoise sans nécessairement assigner une finalité a priori à ces transformations autre que celle de progresser dans une voie proprement chinoise, c'est-à-dire sans présupposer du point d'arrivée (Merle et Lun 2007). Certes, il existe des différences entre les sciences sociales de chaque pays, mais ces différences ont vocation à être résorbées dans le travail scientifique et la mondialisation du savoir : les théories, concepts et paradigmes sont voués à être affinés, contestés, remplacés par les chercheurs de tout pays et de toute origine. De même, plus que les chercheurs en sciences dures, les chercheurs en sciences humaines et sociales sont tributaires de leur subjectivité et en partie déterminés par leurs valeurs – culturelles, politiques – dans le choix de leur objet de recherche, dans les questions qu'ils posent et la manière dont ils cherchent à y répondre. Mais le prisme particularisant de ces valeurs a vocation à s'effacer devant la logique d'un discours qui gagne en cohérence au fur et à mesure qu'il répond à la contradiction et intègre de nouvelles données empiriques. C'est ce mouvement même de la démarche scientifique qui constitue le substrat commun aux sciences sociales, qui font qu'elles restent des sciences et que le dialogue et le progrès du savoir continuent d'être possible.

L'article de Guiheux et Wang invite cependant à ne pas minimiser les différences d'ordre non-épistémologique – telles que les différences dans la conception de la figure du chercheur et ce qui est attendu de lui par les instances dont il relève, dans le financement de la recherche et dans la manière dont la recherche est évaluée et valorisée – qui établissent le cadre dans lequel les chercheurs exercent leur métier dans chaque pays. Les jeunes chercheurs formés en France sont en effet confrontés à un marché du travail en Chine où les compétences scientifiques acquises en France (telles que la pensée critique et l'interdisciplinarité) ne sont pas valorisées tandis que leur sont demandés un savoir-faire pour répondre aux appels à projets du PCC et des stratégies professionnelles, en particulier de publication, permettant à la Chine de figurer en bonne place dans cette nouvelle économie mondiale de la recherche, au sein de laquelle la France est marginalisée. Ces différences dans les systèmes universitaires sont à prendre en compte dans la mesure où elles peuvent constituer des obstacles à l'internationalisation des chercheurs et de la recherche et donc au progrès du savoir.

2. « *Neither transgressive nor contained but boundary-spanning contention.* »

3. Pour une critique du « *nalaizhuyi* », voir par exemple Qin (1999).

Le retour en force de l'hégémonisme ou ce que parler de « modèle » veut dire

Or c'est bien l'entretien de cette peur de l'hégémonisme occidental des sciences sociales qui conduit à vouloir imposer un hégémonisme chinois en retour. Largement rapportée par les médias d'État, la conférence donnée par Xi Jinping fournit un *vade mecum* de la recherche « chinoise »⁽⁴⁾, que nous pouvons essayer de résumer en quelques phrases. Les sciences sociales y sont d'emblée investies d'un rôle politique et stratégique « de la plus haute importance » dans la mesure où elles doivent permettre à la Chine de se placer « à l'avant-garde du monde ». Les chercheurs sont appelés à soutenir le leadership et la capacité à gouverner du PCC, non seulement en l'aidant à prendre des décisions mieux informées grâce à une expertise destinée à alimenter les politiques publiques et à faire face aux risques de déstabilisation du régime mais aussi en contribuant à l'« innovation théorique ». Cette innovation théorique a pour vocation de donner sens et cohérence « aux 30 années de développement » au cours desquelles la Chine s'est imposée comme deuxième puissance économique mondiale, créer de nouveaux concepts sur le développement afin d'accélérer la transformation du mode de développement au niveau mondial, et ainsi promouvoir une civilisation mondiale d'origine chinoise apportant prospérité économique et direction spirituelle à l'humanité. Pour cela, les chercheurs sont enjointés à partir du marxisme, garant d'« une compréhension juste et une croyance juste », et à s'en tenir à ce système de pensée qui a permis à la Chine d'atteindre le niveau de développement et d'influence dont elle jouit aujourd'hui. Le marxisme fournit à la fois un « guide » idéologique et « une méthode correcte pour mieux observer et interpréter les phénomènes de la nature, de la société humaine et de la pensée humaine, et pour révéler les lois qu'ils contiennent ». Les chercheurs chinois doivent assimiler les apports en sciences sociales des autres pays « sans oublier leurs racines et leur culture » et synthétiser ces apports à travers le marxisme. Ils doivent aussi excaver la culture traditionnelle chinoise et en démontrer l'excellence tout en l'adaptant à la société moderne⁽⁵⁾ pour lui donner un pouvoir d'attraction par-delà les frontières et les époques. Afin de construire un « pouvoir scientifique », les sciences sociales chinoises doivent répondre à « six caractéristiques » : s'inscrire dans un héritage, une nation, une originalité qui leur sont propres, mais aussi dans l'époque contemporaine et une systématisme et un professionnalisme scientifiques. En somme, il s'agit de « créer des systèmes disciplinaires avec des caractéristiques chinoises et une signification universelle ». Enfin, l'enjeu d'élaborer un « système de discours propre à la philosophie et aux sciences sociales chinoises » est intimement lié au fait de combattre « l'humiliation » dont la Chine est victime et est nécessaire pour « atteindre l'objectif d'une lutte qui dure depuis deux siècles et réaliser le grand renouveau de la nation chinoise ».

L'indigénisation des sciences sociales et de la philosophie préconisée ici par Xi Jinping s'enracine dans une « fétichisation de la différence culturelle » (Dirlik 2013), différence qui se caractérise par un particularisme méthodologique et une visée politique imposée aux disciplines. Autrement dit, la notion de modèle renvoie tout autant au caractère prescriptif d'une démarche exogène à la science imposée aux chercheurs qu'à la visée idéologique et dominante attribuée au savoir, ces deux dimensions étant intimement liées. Le propre du modèle, ce en quoi il s'inscrit fondamentalement dans un rapport de domination, c'est qu'il a vocation à être exporté, voire imposé, par des moyens autres que sa seule force de persuasion scientifique. C'est

le sens donné par Xi Jinping aux collaborations scientifiques, aux partenariats avec des universités étrangères, à la création de centres de recherche chinois à l'étranger et de revues scientifiques chinoises de rang international, qui font partie intégrante du *soft power* chinois, et que le président appelle, dans sa conférence, à développer. Les sciences sociales sont *in fine* sommées de servir l'ambition nationaliste du « rêve chinois » en permettant à la Chine de se venger de l'humiliation infligée par les guerres de l'opium, à la suite desquelles intellectuels et cadres réformateurs ont eux-mêmes forgé un modèle occidental – qu'il soit technique, politique ou philosophique – à émuler pour combattre l'Occident, tout en nourrissant un rejet de leur propre culture à l'aune de ce modèle. L'injonction qui est faite ici aux chercheurs chinois est celle de gagner la bataille des idées contre un ennemi largement imaginaire, autrement dit certainement plus intérieur qu'extérieur, en proposant un modèle de modernité alternatif capable de rivaliser avec la conception euro-américaine de la modernité, d'inspiration libérale et capitaliste. Aussi la renaissance de la grande nation chinoise sera-t-elle parachevée par sa capacité à théoriser et exporter ce modèle alternatif de modernité et de « civilisation ». Et qu'importe que cette civilisation marxiste que le PCC appelle de ses vœux s'enracine dans une théorie occidentale puisqu'il s'agit bien ici d'un marxisme sinisé, dont l'un des postulats est que la RPC est un pays « socialiste », et qui interdit par conséquent aux chercheurs chinois d'utiliser des paradigmes tels que « conscience de classe » ou « lutte des classes » impropres à rendre compte de la réalité politique et culturelle de la Chine⁽⁶⁾.

Malgré son manque évident de cohérence, ce *vade mecum* de la recherche chinoise s'inscrit dans une gouvernance de la recherche qui permet au PCC de l'imposer. Si les universités et les instituts de recherche ont toujours été sous la tutelle du Parti (un secrétaire du Parti est attaché à chaque établissement, et à l'intérieur de celui-ci à chaque faculté), l'emprise du Parti et en particulier de son Premier secrétaire s'est considérablement accrue ces dernières années. Les manuels occidentaux ont été bannis, le travail idéologique renforcé, la critique fortement découragée et les enseignants-chercheurs explicitement appelés à soutenir le système politique de la RPC (Froissart 2018 : 358). À la suite de la conférence pré-citée et de l'introduction de la pensée de Xi Jinping dans la Constitution lors du 19^e Congrès du PCC en octobre 2017, des « instituts pour l'étude de la pensée Xi Jinping sur le socialisme aux caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère » ont été créés dans de nombreuses universités de Chine. Financés par l'École du Parti du Comité central du PCC, le ministère de l'Éducation, l'Académie des sciences sociales de Chine, l'Université de Défense nationale de l'Armée populaire de libération, les municipalités ou les provinces et les universités elles-mêmes, ces instituts ont pour objectif de promouvoir la pensée de Xi

4. « 哲学社会科学, 习近平为何强调中国特色 » (Zhexue shehui kexue, Xi Jinping weihe qiangdiao Zhongguo tese, Philosophie et sciences sociales, pourquoi Xi Jinping met l'accent sur les particularités chinoises), *Xinhua wang*, 12 juin 2016, http://news.xinhuanet.com/politics/2016-06/12/c_129036629.htm (consulté le 16 novembre 2018) ; « 习近平：构建中国特色哲学社会科学 (Xi Jinping : goujian Zhongguo tese zhexue shehuikexue, Xi Jinping : construire une philosophie et des sciences sociales aux couleurs de la Chine), *Xuexi Zhongguo*, 22 mai 2016, http://news.china.com.cn/2016-05/22/content_38509942.htm (consulté le 16 novembre 2018).

5. Cette démarche est censée permettre aux « gènes culturels les plus fondamentaux de la nation chinoise d'être adaptés à la culture contemporaine ».

6. Sur la sinisation du marxisme, voir en particulier Dirlik (2000). Sur la perplexité dans laquelle l'interdiction d'utiliser le paradigme de la lutte des classes a plongé certains chercheurs chinois, voir par exemple : Xia Xiyan 夏夕烟, « 中国社会科学网“以阶级斗争为纲”的标签不能乱贴 » (Zhongguo shehui kexue wang : “Yi jieji douzheng wei gang” de biaoqian buneng luan tie, Site internet de l'Académie chinoise des sciences sociales : on ne saurait se méprendre sur le sens de la formule “prendre la lutte des classes comme axe principal”), *Ifeng*, 5 octobre 2014, http://news.ifeng.com/a/20141005/42141206_0.shtml (consulté le 23 novembre 2018).

et de guider son interprétation⁽⁷⁾. Même avant la création de ces instituts, les enseignants-chercheurs chinois étaient déjà régulièrement conviés à des réunions d'« étude » que certains qualifient, souvent avec beaucoup de distance et d'humour, de « lavage de cerveau » (*xiniao* 洗脑), tandis que leurs écrits sont passés au peigne fin de la censure des comités du Parti au sein des universités. Lorsqu'ils s'éloignent de l'orthodoxie, il n'est pas rare que les chercheurs soient soumis à des interdictions de publier, d'enseigner, ne puissent obtenir de poste, être promus voire soient démis de leurs fonctions⁽⁸⁾. Cette emprise politique est renforcée par le fait que la recherche est entièrement pilotée par des sources de financement monopolisées par le PCC. Chaque année, le Groupe dirigeant pour la planification de la recherche en philosophie et en sciences sociales (*Quanguo zhexue shehui kexue guihua lingdao xiaozu* 全国哲学社会科学规划领导小组) publie des programmes de financement de la recherche (*guojia keji* 国家科技) accompagnés d'un guide (*zhinan* 指南) indiquant les sujets qui seront financés pour l'année dans chaque discipline. Au premier rang des disciplines figurent « le marxisme et la pensée socialiste scientifique » (132 sujets proposés pour l'année 2017 contre 85 pour 2016) ainsi que « l'histoire du Parti et la construction du Parti » (108 pour l'année 2017 contre 96 pour 2016)⁽⁹⁾. Les disciplines comptant le plus de sujets faisant l'objet de financements étant le droit (165 pour 2016), le management (155 pour 2016), la théorie économique (135), contre 18 pour l'histoire mondiale. Il faut néanmoins souligner que ce pilotage de la recherche par le politique via les financements n'est pas propre à la Chine et que, comme ailleurs, les chercheurs chinois en sciences sociales sont désormais rompus à l'art de « packager » leurs projets de recherche dans la novlangue du Parti afin d'obtenir les fonds dont ils ont besoin pour conduire une recherche dont ils restent en partie maîtres.

Mais le pouvoir du financement de la recherche par l'État-Parti n'est pas à minimiser. En 2017, la Chine a consacré 1,75 milliard de yuans (279 milliards de dollars US) à la recherche et au développement selon le Ministre chinois de la science, soit une augmentation de 14 % par rapport à l'année précédente⁽¹⁰⁾. En d'autres termes, le PCC est désormais capable de mettre en œuvre cette hégémonie qu'il appelle de ces vœux en raison des moyens colossaux dont il dispose pour financer la recherche non seulement des chercheurs chinois mais aussi étrangers. Un nombre croissant d'institutions universitaires à travers le monde dépendent désormais des financements chinois, qui peuvent passer par des financements de projets, des instituts Confucius ou par l'envoi d'étudiants qui paient des frais de scolarité élevés. Dans ces conditions, seules quelques grandes universités américaines ont les moyens de mettre un terme à leurs partenariats avec les universités chinoises lorsqu'elles estiment que ces partenariats remettent en cause leurs valeurs de liberté de la recherche et des chercheurs, comme récemment l'université de Cornell à la suite de la persécution par l'université du Peuple d'étudiants se revendiquant du marxisme ayant apporté leur aide à des ouvriers de Shenzhen demandant la création d'un syndicat dans leur usine⁽¹¹⁾. De même, il existe désormais une convergence entre les impératifs de rentabilité économique des grandes maisons d'édition en sciences sociales et les objectifs de censure du gouvernement chinois, comme le rappelle le fait que Cambridge University Press (CUP) et Springer, sous la menace de ne plus pouvoir diffuser en Chine, ont accepté d'y bloquer l'accès à des articles et de censurer des passages de livres jugés sensibles. Seules la vigilance et la mobilisation des chercheurs occidentaux ont contraint le *China Quarterly*, détenu par CUP, à restaurer l'accès aux articles censurés lors d'un scandale qui a marqué l'été 2017⁽¹²⁾.

Quant aux chercheurs chinois, confrontés à des injonctions contradictoires, sommés à la fois de contribuer à l'élaboration d'une idéologie particulière à la Chine et d'un savoir scientifique universel, parviennent-ils à maintenir un véritable agenda scientifique et si oui, comment ?

Les réponses des chercheurs chinois à l'injonction du pouvoir

Cette injonction est bien entendu loin de faire l'unanimité chez les chercheurs chinois et la manière dont ils y répondent n'est pas univoque. Certains professeurs, tel Xie Yu, directeur du Centre d'études sociales de l'Université de Pékin et professeur à Princeton, tentent même de traduire l'injonction du PCC en termes plus sensés et constructifs à l'adresse de leurs collègues et étudiants. Si, selon Xie, la manière de poser les questions par les chercheurs chinois en sciences sociales est relativement bien contextualisée, « l'application des théories occidentales a encore une pertinence locale insuffisante, en raison du manque de compréhension des sociologues de la façon de bien faire de la recherche ». Cette manière de souligner que le « plaquage » de théories guette tout chercheur en phase d'apprentissage de son métier et n'est pas nécessairement à mettre au compte d'un quelconque hégémonisme fait apparaître la question de l'indigénisation à certains égards comme un « pseudo problème ». Et de conclure : « si nous pouvons prendre en compte le contexte sociologique tout en adhérant au

7. Tsinghua University Newsletter, janvier-février 2018, <http://news.tsinghua.edu.cn/publish/thu-news/en/index.html> (consulté le 19 novembre 2018).
8. Entretiens informels réalisés auprès d'enseignants chercheurs dans les universités Tsinghua à Pékin, Sun Yat-sen à Canton et à l'Université Normale de la Chine de l'Est à Shanghai entre 2014 et 2018. Les licenciements, voire l'emprisonnement, des chercheurs les plus connus ont été largement rapportés par la presse, voir par exemple : « Peaceful advocate for Muslim Uighurs in China sentences to life imprisonment », *The Guardian*, 23 septembre 2014, <https://www.theguardian.com/world/2014/sep/23/xinjiang-china-court-ilham-tohti-muslim-ughur-life-in-prison> (consulté le 23 novembre 2018) ; « "Modern Chinese intellectuals are spineless": Peking University vice dean reportedly resigns after provocative essay », 27 mars 2018, https://supchina.com/2018/03/27/modern-chinese-intellectuals-are-spineless-peking-university-vice-dean-reportedly-resigns-after-provocative-essay/?fbclid=IwAR3zWG_Bn6m75edqaqqurbQhd16oKC-VUuTxDzrSvckj6HtheAinjEFIVvC8 (consulté le 23 novembre 2018).
9. 全国哲学社会科学规划办公室 (Quanguo shehui zhexue kexue guihua bangongshi, Bureau national de la planification des sciences sociales et de la philosophie), 国家社会科学基金项目 2016 年度科技指南 (Guojia shehui kexue jijin xiangmu 2016 niandu keji zhinan, Guide pour l'année 2016 des projets en sciences humaines et sociales financés par l'État), 15 décembre 2015, <http://www.npopss-cn.gov.cn/n1/2015/12/15/c219469-27929558.html> (consulté le 19 novembre 2018) ; 全国哲学社会科学规划办公室 (Quanguo shehui zhexue kexue guihua bangongshi, Bureau national de la planification des sciences sociales et de la philosophie), 国家社会科学基金项目 2017 年度科技指南 (Guojia shehui kexue jijin xiangmu 2017 niandu keji zhinan, Guide pour l'année 2017 des projets en sciences humaines et sociales financés par l'État), 16 décembre 2016, <http://www.npopss-cn.gov.cn/n1/2016/12/16/c220863-28956126.html> (consulté le 19 novembre 2018).
10. « China spends \$279 billion on R & D in 2017: Science Minister », *Reuters*, 27 février 2018, <https://www.reuters.com/article/us-china-economy-r-d/china-spends-279-bln-on-rd-in-2017-science-minister-idUSKCN1GB018> (consulté le 19 novembre 2018). Par comparaison, la somme consacrée à la recherche et au développement par la France sur son territoire national et à l'étranger s'élevait à 53,3 milliards d'euros en 2015, https://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2017/81/4/NI_RetD_2017-11_num_873814.pdf (consulté le 19 novembre 2018) et ne cesse de baisser, « Budget de la recherche 2018 : la vérité est dans le bleu », *Blogs Le Monde*, 8 octobre 2018, <http://huet.blog.lemonde.fr/2017/10/08/budget-de-la-recherche-2017-la-verite-est-dans-le-bleu/> (consulté le 19 novembre 2018).
11. Monkey Cage, « Cornell University suspended two exchange programs with China's Renmin University. Here's why », *The Washington Post*, 1^{er} novembre 2018, https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/11/01/cornell-university-suspended-two-exchange-programs-with-chinas-renmin-university-heres-why/?utm_term=.ee329f8d76eb (consulté le 19 novembre 2018).
12. Nicolas Loubere et Ivan Franceschini, « How the Chinese censors highlight fundamental flaws in academic publishing », *Hong Kong Free Press*, https://www.hongkongfp.com/2018/10/21/chinese-censors-highlight-fundamental-flaws-academic-publishing/?utm_source=HRIC+Updates&utm_campaign=3e1ca9685a-EMAIL_CAMPAIGN_2018_10_17_10_17_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_b537d30fde-3e1ca9685a-250138429 (consulté le 21 octobre 2018).

caractère codifié de la sociologie [comme discipline scientifique], la sociologie chinoise maintiendra inévitablement son indépendance académique et son originalité⁽¹³⁾. Ces propos montrent que, même dans la Chine de Xi, il existe une place pour la distance critique et l'autonomie de pensée du chercheur. Il en existe également une pour une recherche de qualité dont rend bien compte, en sociologie, le formidable travail de passeur effectué par Laurence Roulleau-Berger aux ouvrages de laquelle nous renvoyons. Les deux derniers articles de ce numéro offrent, quant à eux, un paysage plus contrasté de la recherche chinoise, l'article de Samuli Seppänen soulignant un étouffement de la créativité en théorie du droit, tandis que l'article de Coraline Goron, qui s'intéresse aux théories du développement durable, met l'accent sur la capacité des chercheurs à négocier, dans certaines limites, avec le pouvoir, et donc à faire preuve dans une certaine mesure de créativité.

Le texte de Seppänen montre comment les contraintes politiques qui pèsent sur la recherche ont pour partie favorisé le développement d'un courant anti-formaliste dans la théorie du droit en Chine. Si ce courant, comme dans d'autres pays occidentaux, a été en partie motivé par la reconnaissance qu'un certain degré de flexibilité dans l'application du droit est nécessaire afin de mieux répondre aux besoins sociaux, il vise avant tout à inciter les juges à prendre en compte les intérêts fondamentaux de l'État et du Parti, ceux-ci craignant par-dessus tout le pouvoir subversif d'un jugement de droit qui serait rendu de manière autonome. Aussi, selon Seppänen, la Chine présente-t-elle une forme particulière d'anti-formalisme dans la mesure où celui-ci soutient le système politique autoritaire là où en Occident il faisait partie intégrante du mouvement pour la promotion de la démocratie sociale. Autrement dit, la justification proprement scientifique de ce courant de la pensée juridique n'a rien de propre à la Chine puisqu'elle correspond à un modèle éprouvé depuis le début du XX^e siècle au niveau mondial, tandis que l'élaboration proprement chinoise de cette position théorique ne peut être exportée puisqu'elle ne revêt aucune valeur scientifique et ne présente qu'une valeur politique répondant aux contraintes autoritaires du contexte chinois. En cela, Seppänen rejoint Boucher : la validité d'une théorie ou d'une méthode – et donc sa capacité à s'exporter – ne peut être établie qu'en référence à sa valeur heuristique, ce qui semble couper court à toute ambition du PCC visant à élaborer et exporter un modèle chinois des sciences sociales.

L'article de Goron, qui s'intéresse à la circulation d'un « concept » – celui de civilisation écologique – produit en premier lieu par le pouvoir entre les sphères politiques et académiques, aboutit à une conclusion plus nuancée. L'ambition théorique autour de ce qu'il est plus juste d'appeler un slogan répond en tout point à l'ambition du gouvernement chinois d'exporter un modèle idéologique, qui serait en l'occurrence capable de révolutionner l'ordre économique mondial prédateur pour l'environnement. Mais si l'investissement scientifique du terme de « civilisation écologique » sert l'agenda politique du Parti et contribue à sa légitimation politique, il est également utilisé comme une couverture par certains chercheurs pour avancer des critiques scientifiques du système de gouvernance environnemental chinois et formuler des suggestions pour le réformer. D'un côté, le concept de civilisation écologique circonscrit les discours scientifique et public à ce qui est acceptable par le Parti en empêchant le débat critique sur le capitalisme, la démocratie et l'autoritarisme. De l'autre, les chercheurs se réapproprient ce concept et contribuent à l'élaborer sur le plan scientifique selon leurs approches disciplinaires respectives, contribuant ainsi à la discussion scientifique globale sur le développement durable. En d'autres termes, l'article

montre que la tension permanente entre propagande et science qui caractérise les milieux académiques chinois peut aussi donner lieu, dans certaines circonstances, à des développements scientifiques innovants, rejoignant par là même le principe éprouvé selon lequel la contrainte peut aussi s'avérer source de créativité. Mais il convient dans le même temps de préciser que l'inverse peut s'avérer tout aussi vrai. En théorie du droit, selon Seppänen, « les tentatives de donner un sens aux "réalités chinoises" sont contrecarrées par les tabous idéologiques qui empêchent les chercheurs d'évaluer le système chinois de gouvernance en termes francs et honnêtes », autant que par la contrainte politique qui leur est imposée de partir de l'idéologie plutôt que de la réalité concrète et l'absence d'environnement discursif adéquat.

Pour conclure brièvement, on pourrait souligner que s'il existe une spécificité propre et sans doute indépassable aux sciences sociales chinoises, c'est bien cette emprise politique du PCC sur la recherche avec laquelle les chercheurs doivent sans cesse composer et cette injonction à créer un modèle qui n'existe pas dans les pays où l'autonomie de la recherche est institutionnalisée. À n'en pas douter, c'est cette hégémonie-là qui contribue à freiner les efforts de dialogue mis en œuvre par les chercheurs chinois et occidentaux et empêche les sciences sociales chinoises d'occuper la place qui devrait leur revenir sur la scène scientifique internationale. Mais c'est aussi pour cette raison que ces efforts de dialogue constituent une tâche urgente et de la plus haute importance.

■ **Chloé Froissart est maître de conférence en science politique à l'Université Rennes 2 et a été directrice du Centre Franco-Chinois en sciences sociales de l'Université de Tsinghua (chloefroissart@gmail.com).**

13. Xie Yu 谢宇, « 中国社会学本土化是个伪问题 » (Zhongguo shehuixue bentuhua shi ge weiwenti, L'indigénisation de la sociologie chinoise est un faux problème), *Zhishi fenzi*, 19 mars 2018, https://mp.weixin.qq.com/s/BexhEnzZ8xwBVqUp_W4y0A (consulté le 19 novembre 2018).

Références

- BAUM, Richard. 2007. « The limits of authoritarian resilience ». Conférence donnée à Sciences-Po-CERI, Paris, 17 janvier 2007.
- BOUCHER, Aurélien. 2018. Review of Laurence Roulleau-Berger, *Post-Western Revolution in Sociology* (Brill, 2016), <https://www.theoryculture-society.org/review-of-laurence-roulleau-berger-post-western-revolution-in-sociology/> (consulté le 19 novembre 2018).
- CAI, Yongshun. 2008. « Power Structure and Regime Resilience: Contentious Politics in China ». *British Journal of Political Science* 38 : 411-32.
- CHEN, Xi. 2012. *Social protest and contentious authoritarianism*. New York : Cambridge University Press.
- DIRLIK, Arif. 2000. « Theory, History, Culture: Cultural Identity and the Politics of Theory in Twentieth-century China ». *Development and Society* 29 (2) : 73-104.
- DIRLIK, Arif. 2013. « Thinking Modernity Historically: Is "Alternative Modernity" the Answer? ». *Asian Review of World Histories* 1 (1) : 5-44.
- DUCKETT, Jane, et Hua WANG. 2013. « Extending Political Participation in China: New Opportunities for Citizens in the Policy Process ». *Journal of Asian Public Policy* 6 (3) : 263-76.
- FLORENCE, Éric. 2006. « Les débats autour des représentations des migrants ruraux ». *Perspectives chinoises* 94 : 13-28.
- FRENKIEL, Émilie. 2014. *Parler politique en Chine. Les intellectuels chinois pour ou contre la démocratie*. Paris : Presses Universitaires de France.
- FROISSART, Chloé. 2001. « La renaissance du libéralisme chinois dans les années 1990 ». *Esprit* 280 : 112-25.
- FROISSART, Chloé. 2002. « Xu Youyu ou comment écrire l'histoire de la Révolution culturelle pour orienter l'avenir de la Chine ». *Perspectives chinoises* 71 : 15-23.
- FROISSART, Chloé. 2013. *La Chine et ses migrants, la conquête d'une citoyenneté*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- FROISSART, Chloé. 2014. « Using the Law as a "Harmonious Weapon": The Ambiguities of Legal Activism in Favour of Migrant Workers in China ». *Journal of Civil Society* 10 (3) : 255-72.
- FROISSART, Chloé. 2017. « Negotiating Authoritarianism and its Limits: Worker-led Collective Bargaining in Guangdong Province ». *China Information* 32 (1) : 23-45.
- FROISSART, Chloé. 2018. « Changing Pattern of Chinese Civil Society: Comparing the Hu-Wen and Xi Jinping Eras ». In Willy Wo-Lap Lam (éd.), *Routledge Handbook of the Chinese Communist Party*. New York : Routledge. 352-71.
- HE, Baogang, et Mark E. WARREN. 2011. « Authoritarian Deliberation: The Deliberative Turn in Chinese Political Development ». *Perspectives on Politics* 9 (2) : 269-89.
- HEURLIN, Christopher. 2016. *Responsive Authoritarianism in China. Land, Protests and Policy Making*. Cambridge : Cambridge University Press.
- HUA, Cai. 1997. *Une société sans père ni mari. Les Na de Chine*. Paris : Presses Universitaires de France.
- MERLE, Aurore. 2004. « Vers une sociologie chinoise de la "civilisation communiste" ». *Perspectives chinoises* 81 : 4-15.
- NATHAN, Andrew J. 2003. « Authoritarian Resilience ». *Journal of Democracy* 14 (1) : 6-17.
- NATHAN, Andrew J. 2008. « Les concepts de Zhao Ziyang au sujet de la démocratie chinoise ». *Perspectives chinoises* 2008 (3) : 150-9.
- NATHAN, Andrew J., et al. 2010. *How East Asian View Democracy*. New York : Columbia University Press.
- O'BRIEN, Kevin J. 2003. « Neither Transgressive nor Contained: Boundary-spanning Contention in China ». *Mobilization* 8 (1) : 51-64.
- O'BRIEN, Kevin J., et Lianjiang LI. 2006. *Rightful Resistance in Rural China*. New York : Cambridge University Press.
- O'BRIEN, Kevin J. 2018. « Speaking to the Theory and Speaking to the China Field ». À paraître dans *Issues and Studies* 54 (4).
- QIN Hui 秦晖. 1999. 问题与主义 (Wenti yu zhuyi, Problèmes et doctrines). Changchun : Changchun chubanshe.
- ROCCA, Jean-Louis. 2008. *La société chinoise vue par ses sociologues*. Paris : Presses de Sciences Po.
- ROCCA, Jean-Louis. 2017. *The Making of the Chinese Middle-class. Small Comfort and Great Expectations*. New York : Palgrave Macmillan.
- ROULLEAU-BERGER, Laurence. 2011. *Désoccidentaliser la sociologie. L'Europe au miroir de la Chine*. La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube.
- ROULLEAU-BERGER, Laurence. 2016. *Post-Western Revolution in Sociology*. Leyde : Brill.
- SAÏD, Edward. 1995. *Orientalism. Western conceptions of the Orient*. Londres : Penguin.
- WELLERN, Robert P. 2008. « Responsive Authoritarianism ». In Bruce Gilley et Larry Diamond (éds.), *Political Change in China: Comparison with Taiwan*. Boulder, CO : Lynne Rienner. 117-34.
- SHEN, Yuan. 2007. « "Intervention forte" et "intervention faible": deux voies d'intervention sociologique ». In Aurore Merle et Lun Zhang, *La Chine en transition: regards sociologiques. Cahiers internationaux de sociologie* 122 : 73-104.
- SU, Zheng, et Tianguang MENG. 2016. « Selective Responsiveness: Online Public Demands and Government Responsiveness in Authoritarian China ». *Social Science Research* 59 : 52-67.
- TEETS, Jessica. 2014. *Civil Society Under Authoritarianism*. New York : Cambridge University Press.
- TRUOX, Rory. 2014. « Consultative Authoritarianism and its Limits ». *Comparative Political Studies* 50 (3) : 329-61.
- WU, Fengshi, et Shen YANG. 2016. « Web 2.0 and Political Engagement in China ». *Voluntas* 27 : 2055-76.
- WU, Fengshi. 2017. « Evolving State-Society Relations in China: Introduction ». *The China Review* 17 (2) : 1-6.
- XIAO, Gongqin. 2012. « 从维权政治到宪政民主的五步逻辑 » (Cong weiquan zhengzhi dao xianzheng minzhu de wu bu luoji, De l'autoritarisme à la démocratie constitutionnelle : une logique en 5 étapes), *Dongfang zhaobao*, 18 janvier.